

Zeitschrift: L'effort cinégraphique suisse = Schweizer Filmkurier
Herausgeber: L'effort cinégraphique suisse
Band: - (1933-1934)
Heft: 31-33

Register: Handelsregister = Registre du commerce = Registro di commercio

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

nématographiques ordinaires des enfants âgés de moins de seize ans. Et donne en outre la compétence au Département de justice et police et aux municipalités d'étendre cette interdiction jusqu'à dix-huit ans pour des cas déterminés. Cette dernière disposition vise des films qui, sans être immobiliers, doivent, pour des motifs faciles à comprendre, être réservés à des spectateurs qui ne sont plus des enfants. Elle facilitera la tâche de la censure sans porter préjudice aux exploitants, qui ont tout intérêt à éviter de justes critiques.

L'article 17 prescrit que les enfants âgés de moins de seize ans peuvent être admis à des représentations ayant un caractère essentiellement instructif ou récréatif, la décision étant de la compétence des communes et

les commissions scolaires pouvant être consultées. A ce propos, me permettra-t-on de relever que nos directeurs de salles ont bien peu fait jusqu'ici pour les enfants, lorsque même ils ont fait quelque chose. A Lausanne, par exemple, le seul établissement qui avait organisé le samedi après-midi des spectacles réguliers pour enfants y a renoncé. Nous croyons que c'est une erreur et il est à souhaiter que dorénavant les cinéastes et, après eux, les exploitants aient une plus juste compréhension du rôle éducatif que le cinéma peut avoir chez les jeunes. Oserai-je dire que ce serait là de la belle et bonne propagande.

C'est en formulant ce vœu que je mets un point final à ces lignes hâtives.

HANDELSREGISTER - REGISTRE DU COMMERCE - REGISTRO DI COMMERCIO

— 21 avril. Sous la raison sociale **Cinéma Le Royal, Société Anonyme**, a été constituée une société anonyme ayant son siège à Tavannes. Son but est : Acquisition de l'immeuble décrit ci-dessous et de ses accessoires immobiliers dépendant de la succession répudiée de Walter Gwinner à Tavannes, et exploitation du cinématographe et du tea-room compris dans cet immeuble. Désignation de l'immeuble : Ban de Tavannes : Feuillet No 588 A, cadastre No 4, lieu dit : Grand-Rue, cinématographe, tea-room, assise, aissance, jardin, contenance totale 5 a. 95 ca. Estimation cadastrale totale 142.380 francs. Le prix d'acquisition se monte à 84.000 francs. Les statuts de la société datent du 21 avril 1933. La durée de la société est illimitée. Le capital actions est de 2000 fr., divisé en 20 actions nominatives de 100 fr. chacune. Les publications se font dans la « Feuille officielle suisse du commerce ». La société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du seul membre du conseil d'administration qui est : Charles Gwinner, fils, de Windlach (Zurich), ferblantier-installateur, à Tavannes.

— 19 mai. Aux termes de procès-verbal dressé par Me Poncet, notaire, à Genève, le 12 mai 1933 et des statuts y annexés, en date du même jour, il a été constitué à Genève, sous la dénomination de **Art Cinématographique S. A.**, une société anonyme qui a pour objet l'achat, la vente, la location et l'exploitation de tous cinémas et théâtres en Suisse, ainsi que toutes opérations financières et commerciales se rattachant nancière et commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'un de ces objets, ou encore ayant trait à l'art cinématographique. Le siège de la société est à Genève. Sa durée est indéterminée. Le capital social est de 70.000 fr., divisé en 70 actions, nominatives, de 1000 fr. chacune. Les publications de la société pouvant intéresser les tiers sont valablement faites par des avis insérés dans la « Feuille d'avis officielle du canton de Genève ». La société est administrée par un conseil d'administration composé de un à trois membres. Le conseil d'administration est composé de trois membres, en les personnes de : Albert Burin, fondé de pouvoirs de banque, de Genève, à Chambésy (Pregny), président ; Michel Gendarme dit Dughet, directeur de cinéma, de nationalité française, à Genève, secrétaire, et Albert Nobile, entrepreneur, de et à Genève,

lesquels signent collectivement à deux. Bureaux de la société, avenue Théodore Flournoy 5, chez A. Nobile.

— Cinématographe. — 31 mai. La raison **Veuve Joséphine Berni**, exploitation d'un cinématographe, à Genève (F. o. s. du c. du 13 mars 1933, page 605), est radiée d'office ensuite de faillite de la titulaire.

— Cinéma, représentations. — 6 juin. Le chef de la maison **Robert Sassoli**, à Vallorbe, est Robert François fils de François Pierre Sassoli, d'Italie, domicilié à Vallorbe. Entreprise de cinéma et représentation de commerce de marchandises diverses.

— 7 juin. Dans son assemblée générale extraordinaire du 3 juin 1933, la **Société Anonyme Cinématographique**, dont le siège est à Genève (F. o. s. du c. du 20 mars 1931, page 607), a pris acte de la démission de l'administrateur Fritz Schachenmann, lequel est radié et dont les pouvoirs sont éteints, et nommé seul administrateur, avec signature sociale, veuve Alice Corazza née Margueron, comptable, de et à Genève.

— 12 juin. Dans son assemblée générale du 29 mai 1933, la **Société Générale d'Entreprises Cinématographiques**, société anonyme ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 2 juillet 1928, page 1300), a nommé aux fonctions d'administrateur, avec signature collective à deux, Marcel Jean-Mairet, chef comptable, de La Sagne et Pont-de-Martel (Neuchâtel), demeurant à Genève, en remplacement d'Armand Baatard, administrateur démissionnaire, dont les pouvoirs sont éteints. Dans sa séance du 30 mai 1933, le conseil d'administration a nommé comme président Lucien Lévy, dit Lansac (inscrit) et secrétaire Marcel Jean-Mairet, susdésigné.

— 26 juin. Les raisons ci-après sont radiées d'office ensuite de faillite :

1. Entreprise cinématographique. — **Lucien Lévy dit Lansac**, entreprise cinématographique, à Genève. (F. o. s. du c. du 6 octobre 1931, page 2140.)

2. Salle de spectacles. — **Société anonyme de l'Alhambra**, ayant son siège à Genève. (F. o. s. du c. du 3 avril 1933, page 808).

3. **Société générale d'entreprises cinématographiques**, société anonyme établie à Genève. (F. o. s. du c. du 16 juin 1933, page 1452.)

— Cinéma. — 4 juillet. La raison **Albert Holzer**, à Montreux-Planches, exploitation du Cinéma Capitole (F. o. s. du c. du 22 mars 1933, No 68, page 697), est radié, ensuite de renonciation du titulaire.

— 3. April. Aus dem Verwaltungsrat der **Lichtspielhaus A. G.**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 268 vom 15. November 1930, Seite 2335), sind Dr. Tito Vasella und Willy Wachtl ausgeschieden ; ihre Unterschriften sind erloschen. Das verbleibende Mitglied des Verwaltungsrates Adolf Bachthaler führt nunmehr Einzelunterschrift.

— Betrieb von Tonfilmtheatern. — 7. April. Unter der Firma **Ciwo** hat sich, mit Sitz in Zürich und mit Rückwirkung auf 1. März 1933, am 4. April 1933 eine Genossenschaft gebildet. Ihr Zweck ist der Betrieb von Tonfilm-Theatern in Zürich wie auch in andern schweizerischen Städten. Das Genossenschaftskapital besteht aus dem Totalbetrage der jeweils ausgegebenen, auf den Namen lautenden Anteilscheine zu Fr. 100 und den Reserven. Als Genossenschafter kann auf schriftliche Anmeldung hin jede handlungsfähige physische und jede juristische Person durch Beschluss des Vorstandes aufgenommen werden. Jeder Genossenschafter hat bei seiner Aufnahme mindestens einen Anteilschein zu Fr. 100 zu zeichnen und bar einzuzahlen. Die Uebertragung von Anteilscheinen unterliegt in jedem einzelnen Fall der Zustimmung des Vorstandes. Mit der gültigen Uebertragung aller Anteilscheine erlischt die Mitgliedschaft des Betreffenden ; im übrigen kann der Austritt, solange die Auflösung der Genossenschaft nicht beschlossen ist, jederzeit auf dreimonatliche schriftliche Kündigung hin erfolgen. In gleicher Weise können die Anteilscheine Austretender zur Rückzahlung gekündigt werden. Das erste Geschäftsjahr umfasst die Zeit vom 1. März bis 31. Dezember 1933 ; im übrigen gilt das Kalenderjahr als Geschäftsjahr. Für die Aufstellung der Bilanz sind die Bestimmungen des Art. 656 O.R. massgebend. Der nach Abzug sämtlicher Unkosten, Steuern, Passiven, Abschreibungen und Rückstellungen verbleibende Rechnungssaldo bildet den Reingewinn und wird als Dividende auf die Anteilscheine verteilt, soweit die Generalversammlung nicht abweichende Beschlüsse fasst. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet lediglich

das Genossenschaftsvermögen; jede persönliche Haftbarkeit der einzelnen Mitglieder hierfür ist ausgeschlossen. Die Organe der Genossenschaft sind: Die Generalversammlung, der aus 1-3 Mitgliedern bestehende Vorstand und die Kontrollstelle. Bei einem mehrgliedrigen Bestande des Vorstandes führen die Vorstandsmitglieder Kollektivunterschrift je zu zweien. Besteht der Vorstand aus nur einem Mitglied, so führt dasselbe Einzelunterschrift. Einziger Vorstand mit Einzelunterschrift ist zurzeit Heinrich Ernst Oelhafen, Kaufmann, von Windisch (Aargau), in Zürich. Geschäftslokal: Neugasse 57, Zürich 5.

— 7. April. **G. P. Filmgesellschaft**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 151 vom 1. Juli 1932, Seite 1618), Herstellung, An- und Verkauf von Filmen usw. In ihrer Generalversammlung vom 18. März 1933 haben die Mitglieder dieser Genossenschaft die Auflösung der Genossenschaft beschlossen. Die Liquidation ist als durchgeführt erklärt worden. Die Firma wird gelöscht.

— 7. April. Aus dem Verwaltungsrat der **Cinema A. G. (Cinéma S. A.)**, mit Sitz in Bern (S. H. A. B. Nr. 153 vom 6. Juli 1925, Seite 1175), sind ausgetreten Hans Lauterburg, Ernst Kuenzi, Willy Wachtl und Hans Wyss. Ihre Zeichnungsberechtigung ist erloschen. An deren Stelle wurden als neue Mitglieder des Verwaltungsrates gewählt: Werner Arthur Immer, von Basel, Thun und Hergiswil am See, Fürsprecher, wohnhaft in Wabern bei Bern, als Präsident, und Adolf Laubbacher, von Appenzell, Kaufmann, in Bern, als Geschäftsführer und Sekretär. Präsident und Geschäftsführer und Sekretär zeichnen einzeln. Das Geschäftsdomizil befindet sich nunmehr Schauplatzgasse 23, III. Stock.

— 10. April. Die **Impexfilm A.-G.**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 105 vom 7. Mai 1930, Seite 976), Betrieb eines Filmverleihgeschäftes, An- und Verkauf, sowie Vermietung von Filmen usw., hat ihr Geschäftslokal verlegt nach Seminarstr. 110, in Zürich 6.

— 18. April. **Aktiengesellschaft Cinéma Théâtre Scala**, in Biel (S. H. A. B. Nr. 110 vom 13. Mai 1930, Seite 1018). Willy Wachtl ist aus dem Verwaltungsrate ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erloschen. Als einziges Verwaltungsratsmitglied wurde neu gewählt: Jakob Mannheim, Kaufmann, von und in Bern. Er führt Einzelunterschrift. Zum Direktor mit Einzelunterschrift wurde ernannt: Salomon Bermann, russischer Staatsangehöriger, Kaufmann, in Bern.

— 19. April. **Monopol-Films-Aktiengesellschaft**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 304 vom 28. Dezember 1927, Seite 2281). Das bisherige einzige Verwaltungsratsmitglied Dr. Georges Steinmarder wurde zum Präsidenten des Verwaltungsrates gewählt. Benjamin Kady, bisher Direktor, ist nunmehr noch weiteres Verwaltungsratsmitglied. Die Genannten führen wie bisher Einzelunterschrift.

— 19. April. **Cinema-Theater Sântis A.-G. (Cinéma Théâtre Sântis S. A.) (Cinema Theatre Sântis Ltd.)**, Aktiengesellschaft, mit Sitz in St. Gallen C. (S. H. A. B. Nr. 291 vom 12. Dezember 1932, Seite 2899). Die Unterschrift des Geschäftsführers Willy Wachtl ist erloschen. Neu wurde zum Geschäftsführer mit Einzelunterschrift gewählt Eugen Hogg, von Freiburg, in Zürich 1.

— Kinematograph. — 21. April. Inhaber der Firma **Gustav Schneider**, in Zürich 3, ist Gustav Schneider, von Zürich, in Zürich 3. Kinematographen-Betrieb (Uto-Cinéma). Kalkbreitestrasse 3.

— 3. Mai. Die **Palace-Cinéma A. G.**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 166 vom 18. Juli 1928, Seite 1416), hat in ihrer Generalversammlung vom 6. April 1933 ihre Statuten teilweise revidiert. Die Änderungen berühren die veröffentlichten Bestimmungen nicht.

— Photographische Bedarfsartikel usw. — 4. Mai. Die Firma **Zulauf & Co.**, in Zürich 1 (S. H. A. B. Nr. 30 vom 6. Februar 1932, Seite 317), Handel und Vertretung in photographischen und kinematographischen Bedarfsartikeln, Gesellschaft: Gottlieb Zulauf und Max Rahm, ist infolge Auflösung dieser Kollektivgesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven gehen an die Firma «Saager, vorm. Zulauf & Co.» über.

Inhaber der Firma **Saager, vorm. Zulauf & Co.**, in Zürich 1, ist Max Saager-Deller, von Biel (Bern), in Zürich 7. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Kollektivgesellschaft «Zulauf & Co.», in Zürich 1, auf Grund der Bilanz per 31. Januar 1933. Die Firma erteilt Einzelprokura an Elsa Saager geb. Deller, von Biel (Bern), in Zürich (Ehefrau des Inhabers). Handel und Vertretung in photographischen und kinematographischen Bedarfsartikeln. Bahnhofstrasse 61.

— 22. Mai. Unter der Firma **Steiner, Guhl & Co Aktiengesellschaft (Steiner, Guhl & Co Société Anonyme)** besteht, auf Grund der Statuten vom 17. Mai 1933, mit Sitz in Basel eine Aktiengesellschaft auf unbeschränkte Dauer zur Fortführung des Geschäftes der bisherigen Kommanditgesellschaft «Steiner, Guhl & Co.» und zum Handel in Papieren en gros, Bureaumaschinen, Büromöbeln und Bureauartikeln, zur Führung einer Buch- und Billetdruckerei, sowie zur Fabrikation von Registraturartikeln. Das Grundkapital beträgt Fr. 140.000, eingeteilt in 140 Namenaktien von Fr. 1000,—. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Mitglieder des Verwaltungsrates sind: Wilhelm Guhl-Meyer, Kaufmann, von Basel, in Binningen, Präsident, und Ernst Scheibler-Holz kamp, Kaufmann, von Oftringen (Aargau), in Birsfelden, Sekretär. Beide führen Einzelunterschrift. Geschäftslokal: Güterstr. 172.

— 23. Mai. Die Firma **Hans Pfenniger, Cinéma Roland**, in Zürich 4 (S. H. A. B. Nr. 243 vom 17. Oktober 1932, Seite 2426), Lichtspieltheater, ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

— 23. Mai. Inhaber der Firma **Fridli, Foto-Film**, in Zürich 1, ist Lorenz Fridli, von Davos, in Zürich 1. Photo- und Filmaufnahmen und Verwertungen. Rämistrasse 8.

— Maschinen der Filmindustrie usw. — 26. Mai. **Aktiengesellschaft Rovo**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 188 vom 13. August 1928, Seite 1582). In ihrer ausserordentlichen Generalversammlung vom 18. April 1933 haben die Aktionäre die Erhöhung des Aktienkapitals von bisher Fr. 30.000,— auf Fr. 70.000,— beschlossen und durchgeführt durch Ausgabe und Volleinzahlung von weiteren 40 auf den Namen lautenden Aktien zu Fr. 1000,—. Gleichzeitig wurden neue Sta-

tuten festgelegt. Die bisher publizierten Bestimmungen erfahren dadurch folgende Änderungen: Die **Aktiengesellschaft ROVO** hat zum Zweck: Die Fabrikation von und den Handel in Maschinen der Filmindustrie, ferner von Licht- und andern Reklameartikeln, den Kauf und Verkauf von Patenten, Lizenzen, ferner Beteiligungen an ähnlichen Unternehmungen, wie auch alle Transaktionen, welche mit der Film- und Reklamebranche in Beziehung stehen. Das Aktienkapital der Gesellschaft beträgt Fr. 70.000,—; es ist eingeteilt in 70 auf den Namen lautende, voll liberierte Aktien zu Fr. 1000,—. Die 18 Genussscheine bestehen nicht mehr. Robert Rosenthal ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; dessen Unterschrift ist erloschen. Der Verwaltungsrat besteht nunmehr aus: Walter U. Vogt, Kaufmann, von Grenchen (Solothurn), in Zürich, Präsident; Curt Ammann, Kaufmann, von Aadorf (Thurgau), in Lugano (bisheriger Prokurist); Dr. Oscar Bosshardt, Rechtsanwalt, von und in Zürich; André Aycoberry, Ingenieur, französischer Staatsangehöriger, in Paris, und Gaston Antébi, Ingenieur, französischer Staatsangehöriger, wohnhaft in Paris. Die sämtlichen Verwaltungsratsmitglieder führen Kollektivunterschrift zu zweien.

— 29. Mai. **Emelka-Filmgesellschaft Zürich**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 127 vom 3. Juni 1932, Seite 1358). Ernst F. Boettcher ist aus dem Vorstand ausgetreten. Der Vorstand besteht nun aus: Chiel Weissmann, Direktor, von und in Zürich, Vorsitzender mit Einzelunterschrift; Adolf Hawelski, Kaufmann, von und in Zürich (beide bisher), und Ignaz Rosenkranz, Kaufmann, polnischer Staatsangehöriger, in Zürich (neu) (bisher schon Unterschriftsberechtigter). Die beiden letztern führen wie bisher Kollektivunterschrift für diese Genossenschaft.

— 29. Mai. **Präsens-Film Aktiengesellschaft**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 87 vom 16. April 1929, Seite 774). In ihrer ausserordentlichen Generalversammlung vom 11. Mai 1933 haben die Aktionäre die Umwandlung der 5 Prioritätsaktien zu Fr. 5000,— in 25 Stammaktien zu Fr. 1000,— beschlossen. Gleichzeitig wurden die Statuten teilweise revidiert, wodurch die bisher publizierten Bestimmungen folgende Änderungen erfahren: Das Aktienkapital der Gesellschaft beträgt Fr. 125.000,—, es ist eingeteilt in 125 auf den Namen lautende Aktien zu Fr. 1000,—. Als offizielles Publikationsorgan der Gesellschaft ist das Schweizerische Handelsamtsblatt bestimmt.

— Gasthaus, Kino, Malergeschäft. — 1. Juni. Inhaber der Firma **Ernst Waldkirch**, in Zurzach, ist Ernst Waldkirch, von und in Zurzach. Gasthaus, Kino, Malergeschäft. Schwertgasse 170, 171 und 172.

— 7. Juni. Unter der Firma **Genossenschaft Buch- & Film-Gilde** hat sich, mit Sitz in Zürich, am 30. Mai 1933 eine Genossenschaft gebildet. Ihr Zweck ist im allgemeinen die Beschaffung guter Bücher zu günstigen Bedingungen für ihre Mitglieder. Ferner bezweckt die Genossenschaft im speziellen die Beschaffung und den Vertrieb von volksbildenden guten Filmen aller Art in der Schweiz, sowie die Tätigkeit aller Geschäfte, die mit der Film- und Buchhandels-Branche direkt oder indirekt im Zusammenhang stehen. Jede handlungs-

fähige physische und jede juristische Person kann auf schriftliche Anmeldung hin durch Beschluss des Vorstandes als Mitglied der Genossenschaft aufgenommen werden. Jeder Genossenschafter hat bei seiner Aufnahme mindestens einen auf den Namen lautenden Anteilschein von Fr. 10.— zu zeichnen und bar einzuzahlen. Die Uebertragung von Anteilscheinen unterliegt der Zustimmung des Vorstandes. Mit der gültigen Uebertragung der betreffenden Anteilscheine erlischt die Mitgliedschaft; im übrigen kann der Austritt zu beliebiger Zeit erfolgen. Die Anteilscheine an Austretende werden nach Massgabe der Bilanz des Austrittsjahres, höchstens jedoch zum Nennbetrage auf Ende des dem Austritt folgenden Geschäftsjahres zurückbezahlt. Im Todesfalle kann einer der rechtmässigen Erben in die Rechte und Pflichten des verstorbenen Genossenschafters eintreten. Die Mitgliedschaft erlischt ferner durch Ausschluss; der Ausgeschlossene verliert jedes Anrecht auf das Genossenschaftsvermögen. Als Rechnungsjahr gilt das Kalenderjahr. Für die Aufstellung der Bilanz gelten die Bestimmungen des Art. 656 O. R. Der nach Abzug aller Passivzinsen, der Besoldung des Vorstandes und allfälliger Angestellter, der übrigen Ausgaben für die Verwaltung, sowie nach Abschreibung allfälliger Verluste, soweit solche nicht aus dem Reservefonds gedeckt werden, verbleibende Ueberschuss der Aktiven über die Passiven bildet den Jahresgewinn der Genossenschaft. Hievon wird an die Anteilscheine eine Dividende bis zu 5 % p. a. ausgerichtet. Ein eventuell verbleibender Rest wird zu Amortisationen und Reservestellungen oder in anderer Weise gemäss Beschluss der Generalversammlung verwendet. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet lediglich das Genossenschaftsvermögen; jede persönliche Haftbarkeit der einzelnen Mitglieder hiefür ist ausgeschlossen. Die Organe der Genossenschaft sind: Die Generalversammlung, der Vorstand von 1-5 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Der Vorstand vertritt die Genossenschaft nach aussen; dessen Mitglieder führen Kollektivunterschrift je zu zweien. Besteht der Vorstand aus nur einer Person, so führt dieselbe Einzelunterschrift. Der Vorstand kann auch Drittpersonen mit der Firmazeichnung betrauen; er setzt diesfalls Art und Form der Zeichnung fest. Der Vorstand besteht zurzeit aus: Viktor Stark, Kaufmann, von Hohentannen (Thurgau), Präsident; Dr. Hans Walder, Kaufmann, von Zürich, Aktuar, und Eugen Bianchi, Architekt, von Uster und Zürich, Quästor; alle in Zürich. Geschäftslokal: Fortunagasse 38, Zürich 1.

— Tonfilmvorführung. — 9. Juni. Alfred Spichiger, von Oeschenschach (Bern), in Zürich 8, und Paul Kaufmann, von Winikon (Luzern), in Zürich 3, haben unter der Firma **Spichiger & Kaufmann**, in Zürich 3, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Juni 1933 ihren Anfang nahm. Die beiden Gesellschafter führen die Firmaunterschrift kollektiv. Vorführung von Tonfilmen. Kalkbreitstrasse 1.

— 10. Juni. **A E G Elektrizitäts-Aktien-Gesellschaft**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 294 vom 15. Dezember 1932, Seite 2926). Direktor August Pfeffer und Dr. Arnold Hänni sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; deren Unterschriften sind damit erloschen. Die Fir-

maunterschrift von Hugo Siegfried ist ebenfalls erloschen; der Genannte bleibt jedoch weiterhin Mitglied des Verwaltungsrates. Dr. Simon Roos, bisher Mitglied des Verwaltungsrates, ist nunmehr Präsident und Dr. jur. Wilhelm Ringwald, bisher Mitglied des Verwaltungsrates, wurde zum Vizepräsidenten gewählt. Neu wurden in den Verwaltungsrat gewählt: Rudolf Hoffmann, Ingenieur, von Basel, in Zürich, und Fritz Jonas, Kaufmann, deutscher Staatsangehöriger, in Berlin. Die Vorgenannten und sämtliche Unterschriftsberechtigten zeichnen unter sich je zu zweien kollektiv.

— 15. Juni. Unter der Firma **Film & Ton A. G.** besteht, mit Sitz in Bern, auf unbestimmte Dauer eine Aktiengesellschaft, deren Statuten am 13. Juni 1933 festgesetzt wurden. Zweck der Gesellschaft ist der Kauf und Verkauf und die Reparatur von Tonfilmapparaten sowie, von Verstärkern, Radio- und feinmechanischen Apparaten. Die Gesellschaft übernimmt von Erwin Berner, Konstrukteur, in Bern, und Hermann Etter, Feinmechaniker, in Bern, gemäss Inventar vom 12. Juni 1933 Mobilien u. Apparate zum Uebernahmepreis v. je Fr. 3000. An zahlungsstatt erhalten die beiden je 6 voll liberierte Gesellschaftsaktien. Das Aktienkapital beträgt Fr. 10.000.—, eingeteilt in 20 auf den Namen lautende Aktien von je Fr. 500.—. Die gesetzlich vorgesehenen Publikationen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Dem Verwaltungsrat von einem oder mehreren Mitgliedern gehört zurzeit einzig an Erwin Berner, von Unterkulm (Aargau), Konstrukteur, in Bern. Er besitzt die Einzelunterschrift. Einzelprokura wurde erteilt an Hermann Etter, Feinmechaniker, von Meikirch, in Bern. Geschäftsdomizil: Schönbergrain 2 (bei Erwin Berner).

— Kinematograph. — 17. Juni. Die Firma **Otto W. Meili**, Betrieb des Kino Palace, in Luzern (S. H. A. B. Nr. 125 vom 3. Juni 1931, Seite 1196), ist infolge Verkaufs des Geschäftes und Verzichts des Inhabers erloschen.

— 17. Juni. Inhaber der Firma **Hans Berger**, in Luzern, ist Hans Berger, von Bern, in Luzern. Betrieb des Cinema Palace, Zürichstrasse 1.

— Photo- und Kinoartikel, Radios. — 19. Juni. Inhaber der Firma **Hans Buchli**, in Flims-Waldhaus, ist Hans Buchli, von Versam, wohnhaft in Flims-Waldhaus. Photo- und Kinoartikel und Radio. Im Chalet Alpenrose.

— 19. Juni. **Tri-Ergon Holding A.-G.**, Aktiengesellschaft, mit Sitz in St. Gallen C. (S. H. A. B. Nr. 265 vom 13. November 1931, Seite 2419). Zum Direktor mit Einzelunterschrift wurde ernannt Max Held, Kaufmann, von Heimiswil (Bern), in New York.

— Tonfilm- und Variététheater. — 20. Juni. Die Einzelfirma **Emil Weber-Wolf**, in Solothurn (S. H. A. B. Nr. 107 vom 27. April 1920, Seite 781), hat die Natur des Geschäftes umgeändert in Betrieb des Tonfilm- und Variététheaters «Elite».

— Cinéma. — 27. Juni. Inhaber der Firma **Ernst Dreher**, in Basel, ist Ernst Dreher, von Rüegsau (Bern), in Basel, mit seiner Ehefrau Luise geb. Geiler in Gütertrennung lebend. Cinélabetrieb. Spalenring 1.

— 3. Juli. **Spectral-Film A.-G.**, in Bischofszell (S. H. A. B. Nr. 256 vom

2. November 1926, Seite 1925). Das Waisenamt Bischofszell hat am 9. November 1932, gestützt auf Art. 393 Z. G. B., als Beistand dieser Aktiengesellschaft ernannt Ernst Büchi, Sekundarlehrer, von Eschlikon, in Bischofszell. Der Genannte führt rechtsverbindliche Unterschrift für die Gesellschaft. Die Unterschriften der bisherigen Verwaltungsratsmitglieder Hans Lenz-Rossé, Dr. jur. Johann Heinrich Schärfer, Alexander Rodenstock und Engelbert Hürlimann sind erloschen.

* * *

Konkurse - Faillites

Ct. de Genève. — Office des faillites de Genève.

— Failli: **Lévy, Lucien, dit Lansac**, entrepreneur de spectacles, av. Théodore Flournoy, à Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 13 juin 1933.

Première assemblée des créanciers: samedi 1er juillet 1933, à 11 h., Salle des Assemblées de faillites, Taconnerie 7.

Délai pour les productions: 21 juillet 1933.

Ct. de Genève.

— Faillie: **S. A. de l'Alhambra**, rue de la Rôtisserie 10, Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 13 juin 1933.

Première assemblée des créanciers: samedi 1er juillet 1933, à 10 h., Salle des Assemblées de faillites, Taconnerie 7.

Délai pour les productions: 21 juillet 1933.

Ct. de Genève.

— Faillie: **Société générale d'entreprises cinématographiques S. A.**, rue de la Rôtisserie 10, Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 13 juin 1933.

Première assemblée des créanciers: samedi 1er juillet 1933, à 9 h., Salle des Assemblées de faillites, Taconnerie 7.

Délai pour les productions: 21 juillet 1933.

* * *

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe - Sursis concordataire et appel aux créanciers

Kt. Luzern. Konkurskreis Luzern

— Schuldner: **Brandt, J. H.**, Kino Apollo, Hertensteinstrasse 33, Luzern.

Datum der Stundungsbewilligung: Durch Beschluss des Amtsgerichtsvicepräsidenten von Luzern-Stadt vom 27. Juni 1933

Sachwalter: Leo Balmer-Ott, Inkasso- und Sachwalterbureau, Hirschengraben 40, Luzern.

Eingabefrist: Bis und mit 20. Juli 1933

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen, berechnet auf den 27. Juni 1933, innert der Eingabefrist beim Sachwalter schriftlich anzumelden.

Gläubigerversammlung: Donnerstag, den 3. August 1933, nachmittags 2.30 Uhr, im Hotel «Wildenmann», Bahnhofstrasse 30, Luzern.

Frist zur Einsicht der Akten: Vom 26. Juli 1933 an im Bureau des Sachwalters.

* * *

Ct. de Vaud - Arrondissement de Montreux

Débiteur: **Montreux-Cinéma S. A.**, à Montreux.

Date de l'octroi du sursis: Par déci-

sion du 30 juin 1933 du président du Tribunal du district de Vevey.

Commissaire: André Pancho, avocat, Grand'Rue 73, Montreux.

Délai pour les productions: 1er août 1933. Indication des créances au commissaire.

Assemblée des créanciers: Mardi 15 août 1933, à 15 h., Maison de Ville, aux Planches-Montreux.

Examen des pièces: Dès le 5 août 1933, en l'Etude du commissaire, Grand'Rue 73, Montreux.

Verlängerung der Nachlassstundung Prolongation du sursis concordataire Proroga della moratoria

Ct. del Ticino. Circondario di Bellinzona
— Con decreto 5 maggio 1933 della Pretura di Bellinzona la moratoria stata concessa a Müller Alfonso, Cinema Gottardo, in Bellinzona, con decreto pretoriale del 25 marzo 1933 è stata prorogata di due mesi.

Conseguentemente l'assemblea dei creditori già indetta per il 10 maggio 1933 è rinviata al 10 luglio 1933, alle ore 15, nello studio del sottoscritto.

Bellinzona, li 5 maggio 1933.

Il commissario: Dr. Franco Bonzanigo.

Pretura di Bellinzona.

La moratoria concessa a Müller Alfonso, Cinema Gottardo, in Bellinzona, con decreto 25 marzo 1933, è prorogata di mesi due.

Bellinzona, li 8 maggio 1933.

Per la Pretura: Biaggi, seg.-assess.

Bestätigung des Nachlassvertrages Homologation du concordat

Kt. Zürich. Bezirksgericht Meilen.

— Mit Beschluss vom 27. April 1933 hat das Bezirksgericht Meilen den von Bansi-Amman Th., in Meilen, Inhaber eines Radiogeschäftes an der Tödistrasse 9, Zürich, mit seinen Gläubigern abgeschlossenen Nachlassvertrag, wonach derselbe sich verpflichtet, seinen laufenden Gläubigern 20 % ihrer Forderungen innert 10 Tagen nach der Publikation des gerichtlich genehmigten Nachlassvertrages zu bezahlen, bestätigt und für sämtliche Gläubiger, soweit ihre Forderungen nicht durch Pfand gedeckt oder privilegiert sind, als verbindlich erklärt. Dieser Beschluss ist rechtskräftig.

Meilen, den 12. Mai 1933.

Im Namen des Bezirksgerichtes,
Der Gerichtsschreiber: Dr. Fehlmann.

Forderungsaufwurf

Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung

— Schuldnerin: Firma Morandini & Cie., Kollektivgesellschaft, Kino Kapitol, Luzern, Besitzerin der Liegenschaften Centralstrasse 45 (Kino Kapitol), Bundesplatz 1, 2, 3 und 4, alle in der Stadtgemeinde Luzern.

Datum der Genehmigung des Nachlassvertrages durch Entscheid der Justizkommission des Obergerichts des Kantons Luzern: 2. Juni 1933.

Die Gläubiger der Nachlassschuldnerin und alle Personen, welche Ansprüche erheben auf Vermögensstücke, die sich im Besitze der Schuldnerin befinden, werden hiermit aufgefordert, ihre Forderungen oder Ansprüche unter Beifügung der Beweismittel (Obligationen, Wechsel, Schuldscheine, Verträge, Buchauszüge usw.), in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift bis zum 4. Juli 1933 schriftlich einzureichen beim Sekretär der Liquidationskommission, Al. Wolf, Substitut des Konkursamtes Luzern.

Bei verspäteter Einreichung von Eingaben trägt der Gläubiger die hieraus entstehenden Mehrkosten.

Gänzliche Unterlassung der Eingabe hat zur Folge, dass der Gläubiger vom Ergebnis der Liquidation ausgeschlossen ist.

Diejenigen Gläubiger, welche im Nachlassstundungsverfahren ihre Forderungen beim Sachwalter bereits angemeldet und die Beweismittel eingereicht haben, sind einer nochmaligen Eingabestellung entbunden.

Luzern, den 20. Juni 1933.

Die bestellte Liquidationskommission:

Der Präsident: Dr. Schaller. Die Mitglieder: Jos. Meyer, Carl Zingg.

Kollokationsplan - Etat de collocation

Kt. Bern. Konkursamt Biel.

— Gemeinschuldnerin: Cinéma Capitale S. A., Betrieb des Kinomatographentheaters, Spitalstrasse 32, in Biel.

Einstellung des Konkursverfahrens

Suspension de la liquidation

Ct. de Genève. — Office des faillites de Genève.

— La liquidation par voie de faillite ouverte contre Berni Joséphine, Dame, Cinématographe, rue de la Navigation 19, à Genève, par ordonnance rendue le 16 mai 1933 par le Tribunal de 1re Instance a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue le 30 mai 1933, par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 13 juin 1933 la continuation de la liquidation, en faisant l'avance de frais nécessaire, en Fr. 300.—, la faillite sera clôturée.

Verschiedenes - Divers

Kt. Luzern. — Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt.

— Der Vizepräsident des Amtsgerichts von Luzern-Stadt als erstinstanzliche Nachlassbehörde hat in der Nachlassvertragssache der Firma Morandini & Cie. (Kollektivgesellschaft), Kino Kapitol, Bundesplatz, Luzern, mit Entscheid vom 21. Februar 1933, bestätigt durch die tit. Justizkommission des Obergerichts des Kantons Luzern am 2. Juni 1933, unter Berücksichtigung der im Rekursentscheid vom 2. Juni 1933 angebrachten Modifikationen erkannt:

1. Der Nachlassvertrag der Kollektivgesellschaft Morandini & Cie., Kino Kapitol, Bundesplatz, Luzern, welcher auf Abtretung aller ihrer Aktiven an ihre Gläubiger zur Selbstliquidation lautet, ist gerichtlich bestätigt.

2. Die Liquidation hat durch eine dreigliedrige Kommission zu erfolgen, bestehend aus den Herren:

a) Dr. G. Schaller, Rechtsanwalt, Luzern, Präsident;

b) Josef Meyer, Schlossermeister, Gibraltarstrasse 24, Luzern, und

c) Karl Zingg, gewes. Direktor der Schweiz. Kreditanstalt, Luzern.

3. Die Liquidation ist in analoger Anwendung der für das Konkursverfahren geltenden gesetzlichen Bestimmungen durchzuführen.

4. Die Verfügungen der Liquidationskommission unterliegen dem Beschwerderecht der Gläubiger an die Aufsichtsbehörden.

5. Die Liquidationskommission hat nach durchgeführter Liquidation einen Schlussbericht der Nachlassbehörde einzureichen.

6. Die Hypothekarkanzlei der Stadt Luzern hat von der gerichtlichen Genehmigung des Nachlassvertrages am Hypothekarprotokoll in dem Sinne Vormerkung zu nehmen, dass der Nachlassschuldnerin die Verfügungsgewalt über ihre Liegenschaften entzogen ist und diese der Liquidationskommission als Vertreterin der Gläubigerschaft zusteht.

7. (Kosten).

8. (Mitteilung und Publikation).

Luzern, den 7. Juni 1933.

Der Amtsgerichtsvizepräsident:
P. Segalini.

Tüchtiger Operateur

(WESTERN-ELECTRIC)

An selbständ. exaktes und gewissenhaftes Arbeiten gewöhnt

SUCHT ANSTELLUNG

per sofort oder später. Zuschriften höflichst erbeten an Max Lanz, Zürich 3, Aemtlstr. 152.



Original-Ersatzteile

zu

Ernemann I u. II

liefern wir solange Vorrat mit

25 % Rabatt auf Fabrikpreise

A. G., AKSA, Rennweg 35, ZÜRICH